

La campagne 2012 entre vertu et corruption

Martin Pâquet et Michel De Waele, professeurs en histoire politique à l'Université Laval

Les élections sont des moments où s'expriment les tensions de la politique. Nous avons souvent tendance à concevoir la politique comme un sport avec des règles du jeu déterminées et connues de tous, deux grandes équipes relativement bien campées, des leaders pouvant faire la différence entre une victoire ou une défaite. Depuis plus de deux siècles, la conception du sport de la politique a engendré ainsi toute une série d'interprétations pour comprendre la culture politique au Québec.

Toutefois, cette conception s'avère limitée pour comprendre la dernière campagne électorale. En effet, ce ne fut pas seulement qu'une lutte entre la droite et la gauche, entre conservateurs et progressistes, entre souverainistes et fédéralistes. Ce ne fut pas non plus un simple concours de popularité entre Jean Charest, Françoise David, François Legault et Pauline Marois. Si nous analysons la campagne suivant ces seuls axes, nous risquons de simplifier non seulement les enjeux, mais aussi le portrait de la politique au Québec.

Des rapports de force et des pôles

La politique est en premier lieu le monde où se manifestent les rapports de force. Toutefois, ces rapports de force ne sont pas de simples expressions de la puissance des acteurs politiques qui veulent conquérir le pouvoir. La lutte politique renvoie à des causes qui justifient le combat. Par leur capacité d'attraction, ces causes sont des pôles qui sont multiples et diversifiés.

Les pôles concernent entre autres l'avenir de la communauté. Ainsi, la question nationale au Québec a vu le développement des pôles de la souveraineté et du fédéralisme, et la question sociale, ceux de la droite et de la gauche. Ils touchent aussi à l'aménagement de la communauté, que ce soit par ceux de l'ordre public ou de la liberté personnelle, du progrès économique ou du partage des richesses, du respect de l'environnement ou de l'exploitation des ressources.

Les citoyens ne se laissent pas trainer passivement au gré des rapports de force entre ces pôles. Bien au contraire, ils font des choix par stratégie ou par conviction selon leurs affinités et selon leur connaissance des enjeux. Leurs choix sont rarement univoques : il est possible d'être un souverainiste de droite valorisant l'ordre public ou un fédéraliste de gauche sensible à l'environnement. Le défi des partis politiques est alors de rallier le plus grand nombre de citoyens autour de pôles rassembleurs pour former le gouvernement.

Vertu et corruption

Parmi ces pôles qui marquent le monde de la politique, deux peuvent nous permettre de mieux comprendre la dernière campagne électorale : ceux de la vertu et de la corruption.

La vertu en politique renvoie aux idéaux éthiques. Selon une conception vertueuse de la politique, la communauté doit obéir à des règles fondées sur la justice et l'équité pour pouvoir assurer le bien commun. Dès lors, le monde politique n'est pas immuable car les citoyens et leurs représentants vertueux ne doivent pas se résigner aux injustices présentes. D'où la popularité du thème du changement, peu importe qu'il soit de droite ou de gauche, puisque la vertu poursuit constamment cet idéal.

Le pôle de la corruption se fonde sur une conception jugée réaliste du monde. Il présume que, de tout temps, les citoyens sont égoïstes et incapables d'adopter des comportements vertueux pour assurer le bien commun de la communauté. Partant, la corruption fait partie de la nature humaine : les citoyens et leurs représentants doivent donc accepter cet état de fait sans tenter vainement de le changer. D'où la popularité du « tous pareils » et d'une abstention fondée sur la démission devant les enjeux politiques.

2012 dans l'histoire

Les pôles de la vertu et de la corruption sont anciens dans l'histoire politique québécoise. Plusieurs élections antérieures en témoignent. Pensons à l'élection partielle dans Montréal-Ouest en 1832, avec le mouvement patriote s'opposant à la corruption de la Clique du Château. Avec le scandale de la Baie des Chaleurs, l'élection générale de 1892 voit la défaite du gouvernement Mercier. Celle de 1936 voit le renversement des libéraux à la suite du scandale des comptes publics. Le Parti québécois remporte la victoire en 1976 après deux mandats libéraux marqués par les affaires de népotisme et d'incurie. Au fédéral, les élections de 1993 et de 2006 sont caractérisées aussi par les enjeux éthiques, suscitant le remplacement de gouvernements usés.

Malgré des contextes différents, la dernière campagne ressemble beaucoup à ces précédents. Nous trouvons ici de profondes tensions au sein de la communauté, un gouvernement marqué par de nombreuses affaires, des opposants dénonçant l'incurie du parti au pouvoir afin de rallier les suffrages. Nous trouvons surtout parmi les citoyens une très grande mobilisation autour des pôles de la vertu et de la corruption.

De la twittosphère aux discussions dans la rue en passant par les tribunes radiophoniques, l'espace public québécois a vu ainsi la polarisation de la prise de parole. Pouvons-nous tolérer la collusion et les « enveloppes brunes »? Pouvons-nous croire en la vertu de nos dirigeants? Votons-nous par calcul stratégique ou selon la conviction de nos idéaux? Voulons-nous vraiment changer les choses ou désirons-nous une stabilité politique somme toute confortable? Allons-nous nous engager par le suffrage ou nous abstenons-nous d'agir parce que tous les politiciens se valent?

Ces questions, elles relèvent des pôles de la vertu et de la corruption. Elles sont fondamentales, car elles touchent au cœur même de la politique : ceux de l'avenir et de l'aménagement du bien commun de la communauté. Telle est l'une des principales leçons que nous pouvons tirer de la campagne électorale, lorsque le tumulte s'apaise et que l'événement entre dans l'histoire.